



13 février 2014

Lettre ouverte au Président français M. François Hollande et à la Chancelière allemande Mme Angela Merkel

L'Internationale des services publics appelle les dirigeants européens à mettre en œuvre une taxe sur les transactions financières à large échelle

Utiliser la TTF pour financer les services publics de qualité et le développement durable dans le but de mettre fin à la pauvreté et lutter contre le changement climatique

Monsieur le Président, Madame la Chancelière,

Je vous adresse aujourd'hui ce message au nom des 20 millions de travailleurs de la fonction publique que représente notre fédération syndicale mondiale l'Internationale des services publics (PSI) en Europe et dans le monde ; en effet, nos membres ont une demande urgente à vous soumettre en vue de vos prochaines délibérations au sujet de l'adoption d'une taxe sur les transactions financières à l'occasion du Sommet franco-allemand du 19 février 2014.

Nous saluons votre engagement ainsi que celui de vos gouvernements en faveur d'une taxe sur les transactions financières (TTF) à large échelle dans le cadre d'une Coopération Renforcée.

Ces cinq années de crise ont clairement démontré à quel point le lobby financier cherche à éviter toute régulation des marchés financiers, alors que le système actuel de statu quo continue de générer des effets négatifs dramatiques sur les travailleurs/euses et les individus au sein de nombreuses communautés européennes.

Il est temps aujourd'hui pour les gouvernements et les parlements de reprendre leur rôle de chefs de file sur les questions économiques. C'est la raison pour laquelle nous vous prions, vous et vos gouvernements, de vous opposer à une exonération des instruments dérivés, quels qu'ils soient, dans le cadre de cette taxe. Alors que la négociation d'instruments dérivés constitue l'essentiel des transactions sur le marché, tout procédé distinct entraînerait des pertes considérables de recettes fiscales et accentuerait encore davantage le risque d'instabilité financière liée à la spéculation et à l'évasion fiscale. Nos pays ne peuvent pas se permettre de passer à côté des 34 milliards d'euros annuels de revenus que devrait rapporter une TTF globale, selon les projections de la Commission européenne. Votre décision peut avoir une influence importante dans l'UE ; aussi, nous vous invitons à agir dans l'intérêt de vos communautés et de l'Union européenne tout entière.

Nous appelons par ailleurs les gouvernements français et allemand, et ainsi les 11 gouvernements de l'Union européenne signataires de l'accord sur la TTF, à garantir que les fonds levés à partir de cette taxe serviront à fournir les services publics essentiels et les emplois décents nécessaires pour mettre fin à la pauvreté et aux inégalités, appuyer le développement durable et lutter contre le changement climatique.

Salutations distinguées,

Rosa Pavanelli
Secrétaire générale
Internationale des Services Publics